

ÇA NE TIENT PLUS ! MOBILISONS-NOUS LE 11 OCTOBRE

Dossier de presse

Parole de bénévole

Nous sommes 20 millions de bénévoles, 1,8 million de salariés. Nous nous engageons dans nos associations pour permettre à 67 millions de Françaises et de Français d'accéder aux soins, au sport, à l'éducation, à la culture, aux droits. Nous permettons au plus grand nombre de partir en vacances, nous luttons contre la précarité, contre l'isolement, nous défendons l'environnement etc. Nous sommes partout et agissons dans tous les territoires, du premier au dernier kilomètre dans toutes les sphères du quotidien.

Et pourtant, nous traversons une crise sans précédent.

La situation

Depuis plusieurs années, la situation du monde associatif se dégrade dangereusement, dans un silence assourdissant, malgré nos alertes répétées. Les besoins, quant à eux, ne cessent d'augmenter : 2,4 millions de personnes sont concernées par l'aide alimentaire ; 2159 enfants dorment à la rue, dont 503 ont moins de trois ans ; le taux de pauvreté qui augmente pour la première fois depuis 1996... Les exemples ne manquent malheureusement pas. Dans le même temps, les moyens diminuent. **En 15 ans, la part des subventions a baissé de 41% dans le budget des associations** et près d'un tiers déclare revoir les activités à la baisse pour survivre. Cela signifie moins d'accueil, moins de prise en charge des plus fragiles, moins de cohésion sociale.

Affaiblir les associations n'a pas de sens. Elles sont des espaces puissants qui changent au quotidien la vie des gens. Elles offrent du pouvoir d'agir, construisent des solutions concrètes adaptées aux besoins des populations parce que directement pensées par elles. Elles renforcent les liens sociaux, donnent du sens, permettent de faire collectif, elles sont un remède à la crise démocratique que l'on traverse et méritent mieux que du mépris ou de la défiance. Notre tissu associatif est quelque chose de merveilleux, un bien commun qui nous rend fiers et qui ne doit pas être sacrifié par les coupes budgétaires.

Les associations sont un modèle d'engagement responsable pour l'intérêt de tous dans un monde où l'individualisme, le désintérêt du fait public et le manque de respect des autres, des institutions et des biens communs s'amplifient. Elles occupent une place centrale dans la vie de la société. Elles facilitent l'accès aux soins, à l'éducation, au sport, à la culture et aux droits, soutiennent la lutte contre la précarité et l'isolement, encouragent le départ en vacances pour le plus grand nombre, et défendent l'environnement et le climat. Mais cette mobilisation du quotidien, partout sur le territoire, se trouve aujourd'hui menacée par :

- la baisse continue des financements publics
- une précarité croissante et l'augmentation des besoins sociaux
- la dégradation des conditions de travail des bénévoles et salariés, jusqu'au risque de disparition de nombreuses structures
- une surveillance accrue et une restriction de leurs libertés

Sans les associations,

- + plus de sport pour tous,
- + plus de culture,
- + plus de solidarité
- + plus de lien social
- + plus d'aide à la personne
- + plus de défense de la nature ni du climat

Aujourd'hui, ce rôle vital pour l'équilibre social environnemental et démocratique de notre pays est menacé. Entre restrictions budgétaires, complexité administrative, remise en cause de leur capacité d'interpellation, augmentation des besoins et fragilisation des bénévoles comme des salariés, une majorité de nos associations est à bout de souffle.

Cette fragilisation n'est pas seulement un problème pour le secteur associatif : elle concerne toute la société. Sans associations, c'est une part essentielle de notre démocratie et de notre capacité collective à inventer l'avenir qui disparaît. Maltraiter, ignorer voire discréditer les associations, c'est porter atteinte à la vie quotidienne des 67 millions de Françaises et de Français, et au soutien à des millions de personnes vulnérables en France et dans le monde.

Que demande-t-on ?

- **Pas un euro de moins pour le monde associatif : les associations ne sont pas une variable d'ajustement et les coupes budgétaires doivent cesser.**
- **Un sursaut politique en faveur du monde associatif : des actes de confiance et de reconnaissance de la part des pouvoirs publics.**
- **Des propositions concrètes à la portée des associations.**

Le rapport du CESE

Cet avis du CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) adopté à l'unanimité en mai 2024 fait suite à une grande consultation menée auprès des associations. Plus de 6 500 réponses et plus de 13 000 avis et propositions ont été formulés. **62%** des assos répondantes estiment ne pas avoir assez de financements pour réaliser pleinement leur objet social et **42%** constatent une baisse des subventions publiques perçues. *À noter que la part des subventions dans les ressources associatives est passée de 34% en 2005 à 20% en 2017.*

Les principales difficultés des associations en termes de financement sont les suivantes :

- La recherche de financement avec une forte préoccupation sur le financement pérenne de leur fonctionnement
- Les délais de versement des subventions publiques
- Les conditions de réponse aux Appels à Projets
- Le besoin de justifier et d'évaluer le caractère innovant de l'action

Les 4 stratégies les plus souvent utilisées par les associations :

- 1 **70% développent des stratégies de mécénat et de dons et/ou augmentent le montant des cotisations**
- 2 **67% maîtrisent et réduisent leurs coûts en diminuant leurs charges de fonctionnement et/ou en arrêtant certains projets**
- 3 **53% développent des activités économiques avec de nouveaux biens et services et/ou en augmentant leur prix**
- 4 **11% répondent à des appels à projets et marchés publics**

Les préconisations pour soutenir le secteur associatif :

Financement

1. Intégrer les coûts de fonctionnement dans les appels à projets
2. Faciliter les aides à l'emploi et simplifier leur mobilisation
3. Proposer des conventions pluri-annuelles
4. Proposer des financements spécifiques pour les têtes de réseau pour accompagner et développer le tissu associatif
5. Alléger les charges sociales et fiscales des associations

Simplification

1. Favoriser un versement de 75% de la subvention dès attribution
2. Faciliter l'accès aux fonds européens
3. Simplifier les démarches administratives des associations avec un guichet unique et des

automatismes dans les saisies

4. Avoir un accompagnement de proximité et un interlocuteur identifié avec les bailleurs
5. Avoir des interlocuteurs de proximité pour accompagner les associations dans leurs projets

Ressources humaines

- 1 Soutenir l'action bénévole et la formation des bénévoles
- 2 Valoriser le bénévolat dans la carrière des individus
- 3 Encourager la participation des actifs via la facilitation d'accès aux dispositifs tels que le CEC

Présentation du Mouvement associatif Nouvelle-Aquitaine

Vie associative : Chiffres clés en Nouvelle- Aquitaine* 143 000 associations	90% des assos ne fonctionnent qu'avec des bénévoles	1,2 million de bénévoles	171 740 emplois soit 9,7% de l'emploi privé
--	--	---------------------------------	---

Le Mouvement associatif Nouvelle-Aquitaine, qui représente à travers ses membres près de 75000 associations, est l'instance représentative des dynamiques associatives du territoire. Il est composé de 23 réseaux de tout domaine sectoriel, riches de leur diversité, créateurs d'emplois, générateurs d'activités, indispensables au développement de la région.

C'est un lieu d'interlocution politique indépendant qui oeuvre à diffuser les principes et valeurs des associations. Celles-ci en Nouvelle-Aquitaine jouent un rôle essentiel dans la dynamique et la cohésion sociale du territoire. Elles agissent et innovent au service de l'intérêt général. Le Mouvement associatif Nouvelle-Aquitaine est leur porte-voix pour la défense du Fait associatif. → lemouvementassociatif-na.org

La situation en Nouvelle-Aquitaine :





Un contexte fragilisant

47% des associations **employeuses concernées par les annonces récentes** (gel du pass culture, réduction aide à l'emploi, coupe de subvention,...)

43% des associations **non-employeuses impactées par la conjoncture actuelle** (incertitude budgétaires, arrêt de dispositifs,...)



Des conséquences sur les activités

58% des associations déclarent **diminuer leurs activités**
28% à l'échelle nationale

28% des associations non employeuses vont jusqu'à **annuler certaines de leurs actions**
22% à l'échelle nationale

31% des associations **augmentent la participation financière de leurs usagers**
15% à l'échelle nationale



Des conséquences sur l'emploi

18% des associations employeuses **ne remplacent pas les départs** définitifs de salarié·es

17% des associations employeuses **annulent ou retardent leurs recrutements**

9% mettent en place un **plan de sauvegarde de l'emploi** ou procèdent à des **licenciements économiques**

